

ENTRETIENS

Pour ce prince économiste, c'est la consommation des ouvriers et non l'épargne qu'il fallait aider. Sa politique de dépense publique assura à la France vingt années glorieuses . Un « New Deal » que le baron Keynes et ses disciples n'auraient pas renié.

Napoléon III, l'empereur keynésien

JACQUES MARSEILLE

La relance est une vraie loi de l'économie.

« Son dada est le peuple », faisait observer, réprobatrice, madame Dosne, la belle-mère de Thiers, alors que le prince Louis Napoléon Bonaparte n'était encore que président de la Seconde République, élu triomphalement le 10 décembre 1848 avec plus de 5 400 000 voix, contre 1 400 000 à son principal rival. « L'impératrice est légitimiste ; le prince Napoléon est républicain, Morny est orléaniste ; moi-même, je suis socialiste ; il n'y a que Persigny qui soit bonapartiste, et il est fou », ajoutait celui qui était devenu empereur à la suite du coup d'Etat du 2 décembre 1851. Cette boutade illustre l'ambiguïté d'un personnage qui, bien qu'il incarnât « le parti de l'ordre », n'aspirait en fait qu'à multiplier et mieux partager les dividendes de la croissance. Impôt, épargne, budget, l'empereur était en fait un keynésien avant l'heure. « Le gouvernement, écrivait-il dans *Des idées napoléoniennes*, n'est pas, comme l'a proclamé un économiste distingué, un 'ulcère nécessaire' ; mais c'est plutôt le moteur bienfaisant de tout organisme social. » Et il ajoutait : « L'important, c'est que le gouvernement, quelle que soit sa forme, s'occupe du bonheur du peuple. » Quelque quatre-vingts années et un krach boursier retentissant plus tard, un certain John Maynard Keynes écrivait dans la conclusion de sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, que « les deux vices marquants du monde économique où nous vivons, sont le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité ». Pour lui, comme pour le neveu de Napoléon Bonaparte, ce n'était pas l'épargne des milieux aisés qu'il fallait flatter pour assurer la croissance mais la consommation des classes populaires qu'il fallait exciter. On pouvait déjà lire cette condamnation de l'épargne stérile dans *L'Extinction du paupérisme*, cette brève brochure que le prince écrivit en 1844, à la suite de son emprisonnement au fort de Ham : « Les Caisses d'épargne sont utiles sans doute pour la classe aisée des ouvriers, mais pour la classe la plus nombreuse, qui n'a aucun moyen de faire des économies, ce système est complètement insuffisant. Vouloir, en effet, soulager la misère des hommes qui n'ont pas de quoi vivre en leur proposant de mettre tous les ans de côté un quelque chose qu'ils n'ont pas est une dérision ou une absurdité. » Dans des lignes

étrangement contemporaines, le prince économiste posait en ces termes le principe d'une véritable politique du revenu et de la dépense publique : « Le prélèvement de l'impôt peut se comparer à l'action du soleil qui absorbe les vapeurs de la terre, pour les répartir à l'état de pluie, sur tous les lieux qui ont besoin d'eau pour être fécondés et pour produire... Si les sommes prélevées chaque année sur la généralité des habitants sont employées à des usages improductifs, comme à créer des places inutiles, à élever des monuments stériles, à entretenir au milieu d'une paix profonde, une armée plus dispendieuse que celle qui vainquit à Austerlitz, l'impôt, dans ce cas, devient un fardeau écrasant, il épuise le pays, il prend sans rendre. C'est dans le budget qu'il faut trouver le premier point d'appui de tout système, qui a pour but le soulagement de la classe ouvrière. » Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il fit tout pour réaliser ce programme. Il multiplie d'abord les dépenses d'investissement malgré les critiques de ceux qu'on appelait les « budgétaires », des parlementaires acharnés à rogner la dépense publique. En moins de vingt ans, les investissements passent de 1, 5 à 2,6 milliards de francs par an. Les ports sont modernisés. Dans les régions défavorisées, l'Etat lance des grands travaux pour rendre à la culture des terres jusque-là improductives. Les marais de Sologne et de la Brie sont asséchés, de même qu'une partie de la Dombes. Le boisement des Landes en pins est entrepris. La construction des chemins de fer est stimulée par des conventions favorables aux grandes compagnies. L'architecture des villes, en particulier de Paris, est bouleversée. En 1867, la grande loi sur les sociétés anonymes dispense leur création de l'autorisation préalable du gouvernement, encourageant la constitution d'un système financier permettant la mobilisation de l'épargne. Empereur aussi de la vie quotidienne, Napoléon III charge le chimiste Mège-Mouriès de fabriquer une matière grasse susceptible de remplacer, à moindre prix, le beurre. C'est en 1869 l'invention de la margarine. Surtout, en janvier 1860, il conclut, dans le plus grand secret, un traité de libre-échange avec la Grande-Bretagne qui ouvre le marché français aux produits de l'industrie britannique. Un défi qui se traduit par le grand « bond en avant » de l'économie française.

La fin des disettes

Qu'on en juge. En 1849, le pays n'alignait encore que 500 km de lignes de chemin de fer. Vingt ans plus tard, il en compte 40 118 ! A cette même date, le pays produit 1 178 000 tonnes de fonte, contre 70 000 en 1840. Sur la même période, la marine marchande française passe du quatrième au deuxième rang mondial. La récolte de blé _ qui était encore le principal souci du peuple _ passe de 87 millions d'hectolitres en 1848 à 127 millions en 1869 ; celle de vin de 51 à 70 millions d'hectolitres. C'en est désormais fini des disettes. En vingt ans, la consommation de viande de boucherie s'accroît de 40 % dans les milieux ruraux et celle de sucre passe de 3,3 à 7,2 kg par habitant. Ces « vingt glorieuses » ont vu le produit intérieur brut (reconstitué par l'historien Maurice Lévy-Leboyer) passer de 11,7 à 20,2 milliards de francs. Soit une croissance de 8,5 milliards à comparer avec les 2,7 milliards de hausse de 1820 à 1851. Ou encore, 72 % de hausse en dix-huit ans contre 30 % en trente et un ans. Un véritable « new deal » que ces années fiévreuses où progressèrent de

conserve les revenus du capital et ceux du travail. C'est sans doute parce que l'empereur, lui-même du genre « panier percé », courant sa vie durant après un argent qui lui filait entre les doigts à une vitesse stupéfiante, pouvait comprendre, mieux qu'un autre, que la consommation des ménages est le meilleur stimulant de la croissance.

Une idée qui, reprise par les disciples de Keynes, a vu durant la croissance des trente glorieuses, entre 1945 et 1973, tripler le pouvoir d'achat du salaire ouvrier et la rente euthanasiée par l'inflation. A ceci près que lord John Maynard Keynes, dont l'ascendance remontait à 1066, détestait le prolétariat. Un jour de 1931, alors qu'on lui demandait ce qu'il pensait de la doctrine communiste, ce conservateur, qui achetait des tableaux de collection, buvait tous les jours du champagne et épousa une danseuse de ballet russe, répondit : « Comment puis-je adopter une doctrine qui, préférant la vase au poisson, exalte le prolétariat crasseux au détriment de la bourgeoisie et de l'intelligentsia qui, en dépit de tous leurs défauts, sont la quintessence de l'humanité et sont certainement à l'origine de toute oeuvre humaine ? » Et si les conservateurs étaient les meilleurs alliés du « peuple » ? * Professeur à l'université de Paris-Sorbonne.